

CNAHES, 63 rue Croulebarbe, 75013 PARIS

Tél. : 06 72 60 79 34

e-mail : [info@cnahes.org](mailto:info@cnahes.org)

site : [CNAHES.org](http://CNAHES.org)

*la lettre*

Numéro 18 - octobre 2004

## Dix ans (et plus) déjà !

*Une fois n'est pas coutume, le CNAHES se penche sur son passé, et même sur sa préhistoire. Nous sommes en général plus préoccupés du présent et de l'avenir. En effet, l'activité militante est suffisamment absorbante pour nous éviter de sombrer dans la tentation de la nostalgie. Alors juste quelques pierres qui marquent le chemin parcouru, dans ce numéro un peu plus copieux qu'à l'habitude. Ce sont essentiellement les anciens, les fondateurs, ou encore les "diplodocus" qui s'expriment ici. Les nouvelles générations, celles qui prennent progressivement la relève, n'attendent que leur tour. Faire l'histoire du CNAHES, on y pensera une autre fois... Quelqu'un nous souffle pourtant qu'il n'est pas trop tôt pour penser à la sauvegarde de nos propres archives.*

### Editorial

Le CNAHES a dix ans cette année et ce numéro spécial de *La Lettre* vient marquer cet anniversaire pour lequel nous n'avons pas prévu de grandes festivités compte tenu de notre habituelle modestie et de nos moyens très mesurés. Ce moment est pour nous l'occasion de nous retourner et de regarder cette décennie afin d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de notre projet.

Je crois pouvoir dire que le travail effectué est considérable. Après une collaboration fructueuse avec l'Université d'Angers qui a accueilli les premiers fonds d'archives confiés au CNAHES, permettant ainsi la création du CAPEA, nous avons passé une convention avec trois ministères : Culture et Communication, Affaires Sociales, Justice. Je dois remercier ici ces trois ministères pour l'aide et le soutien qu'ils nous apportent à travers leurs trois directions (DAF, DGAS et PJJ) avec lesquelles nous sommes en contact.

Cette collaboration, le militantisme de nos adhérents et l'activité de nos huit délégations régionales nous ont permis d'accueillir mille mètres linéaires d'archives tout en développant des travaux d'histoire à travers colloques, journées d'étude, séminaires, mardis du CAPEA et publications dont vous trouverez un bilan partiel dans ce bulletin.

Nos deux premiers présidents s'expriment dans cette *Lettre* et je tiens à les remercier pour tout ce qu'ils ont entrepris.

Je voudrais aussi remercier nos partenaires qui nous apportent un concours sans lequel notre action ne pourrait pas se poursuivre : la Fondation du Crédit Coopératif nous aide une nouvelle fois en cette année 2004 comme elle l'avait fait il y a dix ans, Alfa Informatique, le SNASEA, l'URIOPSS Ile de France, la BFCC-Paris, les associations « Accueil de la Mère et

de l'Enfant », « Espoir », « Rues et Cités » nous fournissent un appui des plus précieux en locaux, en matériel, en moyens de communication.

Comme vous le voyez, nous comptons sur l'apport de toutes les associations et de tous les établissements et services pour mener à bien les buts que nous nous sommes fixés : sauvegarder le patrimoine et la mémoire de l'éducation spécialisée pour construire et transmettre son histoire aux jeunes générations.

Beaucoup de travail reste à faire et le courant de sympathie que nous suscitons doit se transformer en courant d'adhésion : voilà une bonne décision que vous pouvez prendre en ce dixième anniversaire.

*Roger Bello, Président*

Avez vous pris votre inscription à la

### Journée d'étude nationale du 4 novembre 2004

**"Pratiques professionnelles et transmission en  
Rhône-Alpes, années 50/60"**

Espace Albert Camus, 1 rue Maryse Bastié, 69500 BRON

Inscriptions auprès de Marie-Noëlle Vaillant,  
CREAI Rhône-Alpes, 18 avenue Félix Faure, 69007, LYON  
tél. 04 72 77 76 23, fax 04 78 37 03 38,  
mail [emploi@creai-ra.org](mailto:emploi@creai-ra.org)

**l'assemblée générale du CNAHES,  
se tiendra le 5 novembre de 9h. à 12h.**

à la Maison des Sociétés, Square de Grimma, BRON

# Mémoire et écritures collectives

Au moment où le CNAHES ponctue, par ce numéro de *La Lettre*, ses dix ans d'existence, il ne nous a pas semblé inutile de nous situer dans un ensemble, temporel et structurel, qui tout à la fois relativise et valorise notre démarche.

Il convient tout d'abord – courtoisie élémentaire – de se souvenir que la voie fut ouverte par nos collègues des services sociaux. C'est sur le terreau politique du « Musée social » (1890) qu'ont germé les grandes idées sociales : coopératives, assurances sociales, mutualité, pensions et retraites, hygiène publique... etc., et c'est de là que devaient émerger les premières professions dites sociales.

L'évolution rapide des structures, des formations, des fonctions, des appellations, amena très vite les militants à se soucier des « traces » de cette histoire en cours d'accomplissement. C'est ainsi que naquit (1963) le CEDIAS ; il devint très vite, et intensément : plateforme d'information, carrefour de recherche, forum de réflexion... Dès l'année suivante, en 1964, paraissait une revue nouvelle, « *Vie Sociale* », lieu d'expression de tout ce mouvement d'alors, et encore aujourd'hui, puisque soutien logistique des Etats Généraux du Social !

Toujours bien vivante en effet, cette publication s'est ouverte sur les courants de pensée contemporaine qui animent « le social » et accueille ceux qui, dans leur secteur, s'efforcent de retrouver le sens d'aujourd'hui à la lumière du passé. C'est ainsi que le dernier numéro (2 – 2004) donne la parole aux associations qui, comme le CNAHES, se consacrent à la sauvegarde des traces.

Ce pourquoi il a paru intéressant d'y situer notre première décennie.

ooo

Neuf associations ont participé à cette tentative. Nous les avons regroupées ici par date de naissance :

- Mouvements familiaux (GRMF) 1980
- Handicap (ALTER) 1989
- Travail Social (RHTS) 1989
- Education Surveillée (AHES-PJM) 1991
- Education Spécialisée (CNAHES) 1994
- Centres Sociaux (Mémoires Vives) 1997
- Formation des Adultes (GEHFA) 1999
- Gérontologie Sociale (Matière Grise) 1999

A cette liste de structures nationales est venue s'ajouter, dans le cadre de ce numéro de *Vie Sociale*, une association régionale, consacrée à l'histoire du travail social en Provence : APREHTS – 1997.

Chacun des participants à cette parution avait pour mission d'explicitier le contexte de la naissance de son association, les conditions de sa petite enfance, la direction de ses premiers pas et la tonalité de ses balbutiements. L'ensemble de ces témoignages trace un panorama passionnant du mouvement actuel dont nous sommes acteurs.

Chaque chapitre apporte de précieux éclairages sur les options, les objectifs et surtout les réalisations de nos différents partenaires. Se renforcent ainsi avec vigueur les complémentarités qui, de latentes qu'elles étaient, apparaissent aujourd'hui comme force solidaire, même si les moyens économiques tardent à venir l'étayer.

Merci, de notre côté, à Roger Bello et à Mathias Gardet qui ont su, modestement mais clairement, présenter au lecteur notre histoire, notre originalité, notre richesse. Car il est vrai que nos

dix premières années n'ont pas été vacantes, que le bilan global en est impressionnant et qu'il est porteur d'avenir.

La revue *Vie Sociale* occupe une place précieuse dans cet avenir, par sa vigilance à publier les travaux (privés ou publics) qui s'élaborent de plus en plus dans notre secteur, et à rendre compte des initiatives qui se multiplient dans ce domaine.

ooo

Bien entendu, la lecture de cet excellent document soulève bien des questions. Mais la revue ne nous laisse pas sur notre faim et les interrogations sont fort bien répertoriées en fin de numéro par Antoine Prost (historien, professeur émérite à l'université Panthéon-Sorbonne) qui réfléchit avec pertinence sur le sens de notre démarche dont il pense que « ce n'est pas mode d'un jour, vouée à l'éphémère, mais trait probablement durable de notre société ».

En effet, la place des historiens dans nos équipes associatives, la légitimité de l'histoire écrite par ses acteurs, la disparition progressive de la contemporanéité, le positionnement du « travail social » dans la « société civile »... autant de thèmes à révéler mieux, mais qui sont aussi révélateurs d'un courant plus profond.

Ne s'agit-il pas, en fait, d'un aspect de l'actuelle mutation culturelle complexe, liée à l'accélération de l'histoire, au besoin d'histoire, à l'émergence d'une nouvelle histoire...? Tout ceci dépassant largement le seul champ du travail social.

« L'action sociale dont on fait l'histoire, suggère Antoine Prost, est celle qui a en quelque sorte réussi ; les échecs qu'on ne peut raconter faute de sources – car ils sont aussi échecs à laisser des traces – nous en apprendraient sans doute beaucoup plus sur les raisons des réussites ».

L'équipe de la revue, attentive à tous ces mouvements, avait lancé une série de numéros spéciaux sous le titre général « Le social aux prises avec l'histoire ». La présente publication constitue le quatrième volet de cette démarche. Elle vise bien sûr à dresser un bilan des efforts entrepris, mais aussi à mieux en faire connaître la réalité, autant au monde des historiens qu'au secteur social lui-même.

C'est pourquoi il nous a semblé légitime qu'elle ait une place dans *La Lettre* de notre première décennie.

Jacques Gauneau

## Les journées nationales du CNAHES

Après les journées fondatrices des "diplodocus" les 20, 21 et 22 mai 1993, à Bordeaux.

19 et 20 janvier 1996, Angers : "Les accords collectifs de travail ARSEA-ANEJI du 16 mars 1956".

22, 23 et 24 mai 1997, Angers : "Femmes éducateurs/Educateurs femmes".

16, 17 et 18 septembre 1999, Angers : séminaire méthodologique "Archives, Mémoire, Histoire".

18 et 19 mai 2001, Nancy : "Territoire imposés, territoires arpentés".

1<sup>er</sup> juin 2002, Strasbourg : "Histoire des institutions correctionnelles et éducatives alsaciennes".

16 et 17 octobre 2003, Roubaix : "Mémoire enracinée, mémoire déracinée".

Il faut y ajouter les colloques, journées d'étude et séminaires organisés avec différents partenaires.

# L'histoire racontée par des "anciens"

*Nous laissons ici la place à des acteurs de la première heure qui nous disent "leur" histoire.*

## Petit essai d'anthropogénèse 1993 - 1997

Il fut le premier "assistant social", il y a bien longtemps, et termina sa longue carrière comme DRASS francilien. En 1991, à l'occasion de ses 80 ans, Roland Assathiany fut entouré d'un fort regroupement socio-éducatif d'où fusaient les souvenirs. Les radicelles du CNAHES sont là. En effet, au cours de la fête nombreux étaient ceux qui pensaient qu'il conviendrait de prendre le temps "pour rédiger, à partir de témoignages et des leçons des années de guerre, une histoire raisonnée-raisonnable de l'éducation spécialisée".

Deux ans plus tard, voyant le temps passer - et les décès survenir - Jacques Mazé et Alain Jacquemin lancèrent un avis de mobilisation générale ; "Si nous ne nous pressons pas, les diplodocus en bonne santé ne seront plus que des fossiles", proposant pour mai 1993 "un colloque amical, joyeux et studieux, au sud de la Loire". Ce courrier exprimait le souhait qu'un ouvrage collectif naisse de ces journées, soulignant l'émergence incontournable de la notion d'archives et ouvrait le jeu par un questionnaire préparatoire.

Les deux auteurs reçurent 80 réponses enthousiastes pour appuyer l'initiative et soutenir en souriant le projet d'appellation : "colloque des diplodocus". Les dés étaient jetés ; il fallait passer à l'acte. Les deux starters firent appel à Françoise Tétard pour l'organisation et à Simone Noailles pour la logistique. C'est ainsi que les 20, 21 et 22 mai 1993 se retrouvèrent à Bordeaux 31 anciens du secteur, ainsi que de nombreux conjoints ; ils étaient complétés de trois historiens professionnels : Michel Blondel-Pasquier, Mathias Gardet et, bien entendu Françoise Tétard.

Ces journées remplies de retrouvailles, d'amitié et d'émotion, étonnèrent les historiens et passionnèrent les participants. L'animation des groupes de travail fit surgir l'élucidation de perplexités anciennes, mit à jour des informations quasi inconnues, ouvrit de nouveaux champs d'investigation. Les temps de discussion débordaient de plus en plus les horaires ; au repas, il y avait plus d'échanges (souvent véhéments) que de nutrition. Quand aux historiens, ils ne mangeaient plus du tout, débordés par leurs prises de notes ! La clôture du colloque fut ambivalente : difficulté à se séparer, désir de construire une suite.

L'automne apporta, comme promis, des nouvelles des deux "piliers" : le projet de compte rendu de Bordeaux s'élargissait sur l'idée d'un document historique et pédagogique, produit d'un "collectif de chercheurs, de militants et de professionnels". Une première réunion régionale expérimentale se préparait à Dijon. La préoccupation des "archives" commençait à prendre forme. Ce courrier était accompagné de deux documents :

Un texte d'Alain Jacquemin qui présentait une première synthèse des 44 réponses reçues au questionnaire préalable. Elle mettait en lumière, chez les premiers éducateurs, l'importance des sites, l'impact des images de référence et surtout la prégnance d'une écrasante nécessité de survivre aux difficultés matérielles.

Un texte des trois historiens dans lequel ils disaient leur "émotion d'avoir été les témoins d'une rencontre historique", leur intention de poursuivre l'entreprise, et leur volonté de trouver un lieu de stockage opérationnel pour les fonds d'archives

retrouvés. Ils faisaient appel aux anciens pour intensifier la collecte.

La multiplicité de ces dynamiques allait rapidement rendre indispensable la mise en place d'une structure de coordination. C'est pourquoi, après de nombreux contacts hexagonaux, se retrouvèrent à Paris les militants les plus déterminés. Ce fut le 28 mai 1994. Le soir de ce jour, le mouvement avait un nom, des statuts, un conseil d'administration et un début de stratégie. A l'unanimité, le premier président élu fut Roland Assathiany. Dès lors, les activités se multiplièrent selon trois préoccupations : la création et l'animation des régions, l'intercomplémentarité avec les autres associations et le destin des archives.

En réalité, c'est ce dernier point qui multiplia le plus les énergies. Le dynamisme et les relations de Mathias Gardet permirent de donner forme à l'opération puis d'incarner cette abstraction. C'est l'Université d'Etat d'Angers qui accepta cette expérience. Le bon accueil de Jean-Claude Brouillard, conservateur de la bibliothèque universitaire, le soutien de Jacques-Guy Petit, patron de la maison des sciences humaines, et les conseils d'Elisabeth Verry, directrice des archives départementales, aboutirent à la naissance du CAPEA (Centre des Archives de la Protection de l'Enfance et de l'Adolescence) et à la signature le 9 juin 1995 d'une convention de collaboration mutuelle entre le CNAHES et l'Université. Dès lors, sous la triple devise "archives, recherche, formation", le CAPEA commença à recevoir et à traiter, avec les premiers étudiants, les premiers cartons qui arrivaient, rapidement talonnés par les suivants.

Mais "l'objectivité historique" oblige à convenir que le CNAHES n'était pas le premier débarqué dans ce type d'aventure. Le service social (CEDIAS), le handicap (ALTER), l'Education surveillée (AHES-PJM) et d'autres encore avaient commencé à défricher. Il eut été stupide de jouer les rivalités; il était fructueux de miser sur les complémentarités. D'ailleurs, bien accueilli dans ce milieu de la recherche-histoire, le CNAHES s'est trouvé rapidement mêlé à des opérations communes. Pour ne citer que les premières, dès 1994, à Vaucresson, le colloque sur "scoutisme et rééducation dans l'immédiat après guerre; en 1995 à Paris, les journées d'étude sur "la naissance des premières écoles d'assistance sociale et des premières écoles d'éducateurs.

La troisième préoccupation du CNAHES naissant concernait l'implantation régionale. Un triple objectif s'inscrivait dans cette dimension : faire connaître l'aventure en cours, motiver à l'histoire provinciale, repérer les archives. Les premières rencontres apparurent comme des échos fidèles de l'ambiance caractéristique de Bordeaux, mais marquées fortement par les spécificités régionales. Elles furent aussi fortement marquées d'émotion : à Dijon (octobre 93) autour de Pierre Lalire, évocation des anciens déjà disparus; à Strasbourg (novembre 94) autour de Marc Ehrhard, avènement d'une région Alsace pour s'atteler à une histoire combien difficile, tous participants confondus dans une commune mémoire; en Bretagne (mars 95) autour de Jacques Guyomarc'h, visite des lieux historiques avec résurgence de la chorale de Ker Goat. Ces journées étaient également fort studieuses, requérant vigoureusement les mémoires pour une élaboration historique et mobilisant les souvenirs pour débusquer les vieilles archives. Des traces écrites substantielles ponctuaient chaque rencontre, traçant la voie à toutes celles qui allaient suivre.

Parallèlement à ces rencontres régionales se mirent en place les premières journées d'étude nationales "à thème". C'est à Angers, tout naturellement, que commença le processus, avec le soutien logistique (et passionné !) de l'école d'éducateurs du campus. Les premières (janvier 96) furent consacrées aux "accords collectifs de travail UNAR-ANEJI du 19 mars 1958"; elles ont été marquées par l'inauguration officielle du CAPEA, dans le cadre d'une étonnante exposition conçue par Mathias Gardet et ses coéquipiers. Le second

colloque (mai 97) fut accés sur le thème des "femmes dans la rééducation". Ces journées furent tonique et donnèrent naissance à un vigoureux ouvrage collectif : "Elles ont épousé l'éducation spécialisée" (L'Harmattan éditeur).

Lors de l'assemblée générale de 1997, Marc Ehrhard, auteur de la charte du CNAHES, fut élu à la présidence. A la fin de cette même année paraissait le premier numéro de "La Lettre", sous la responsabilité de Vincent Peyre.

La fusée était sur orbite.

Jacques Gauneau

*Jacques Mazé, pour sa part, évoque des souvenirs plus lointains et n'hésite pas à remonter trente ans en arrière. Il le fait avec une grande économie de moyens (il prétend ne pas savoir écrire). Nous reprenons la première partie de son récit :*

### Il était une fois les diplodocus

Personne ne s'étonnera que les diplodocus aient leur préhistoire.

1973. Roland Assathiany échange souvent avec Jacques Mazé.

1975. Rencontre Roland Assathiany Alain Jacquemin.

1980. Rencontre Alian Jacquemin Jacques Mazé.

1980. Rencontre Jacques Rey, Jacques Surmont, Jacques Mazé. Elles prirent fin par le décès de Jacques Rey.

Durant les années quatre-vingt, échanges nombreux entre Roland Assathiany, Jacques Surmont, Jacques Mazé, Alain Jacquemin.

"Diplodocus" : c'est le terme cordial pour désigner une personne qui, avant, pendant, ou juste après la guerre a commencé à œuvrer dans le secteur de l'enfance en danger.

L'aventure des réunions "diplodocus" commence d'abord par l'histoire d'amitié entre trois hommes, Roland Assathiany, Jacques Mazé, Alain Jacquemin, respectivement 83, 65 et 46 ans, tous trois travailleurs sociaux... La même curiosité professionnelle, une façon assez proche de concevoir le métier, le même sens de l'homme, les mêmes idéaux au delà des générations, l'estime réciproque patinée par l'amitié conviviale au cours des années...

C'est pour honorer l'aîné que les deux autres organisèrent une fête à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire en décembre 1980. Les invités étaient des professionnels du travail social que Roland souhaitait retrouver. Françoise Tétard, historienne au CNRS, alors au CRIV de Vaucresson où elle avait travaillé longtemps avec Monique Beauté-Néry, fut également invitée. Au cours de la soirée, plusieurs convives proposèrent que Jacques et Alain organisent une réunion de travail avec tous les anciens qui avaient été les pionniers de la rééducation (*Ce fut la réunion de Bordeaux en mai 1993, évoquée plus haut par Jacques Gauneau*)...

Le nombre des participants annoncé nécessitait une équipe d'animation structurée. C'est ainsi que Michel Blondel-Pasquier et Mathias Gardet, historiens, vinrent renforcer l'équipe de base que formaient Françoise Tétard, Alain Jacquemin et Jacques Mazé. C'est ce quintet né à Bordeaux qui fut l'équipe d'animation, de régulation et de préparation d'autres rencontres. Il se réunissait fréquemment, renforcé des amis de passage à Paris. Notre ami Roland, très souvent des nôtres, devint un maître à penser...

*Note de la rédaction : nous attendons encore des acteurs et historiens le récit de cette mythique autant que fondatrice réunion de Bordeaux. Nous attendons aussi le dépouillement des réponses au questionnaire alors soumis aux participants. Elles ont été saisies et conservées par notre amie Michelle Anker.*

Dès les débuts du CNAHES, j'étais intéressé par l'histoire de l'éducation spécialisée, mais fort peu par les archives ! Pourtant, je me retrouve bientôt président d'un CNAHES dont l'activité principale était centrée sur les archives, avec un CAPEA pour les recueillir et les valoriser. Nous voulions aussi les compléter par des témoignages et des récits d'actions éducatives de notre passé. Nous voulions même commencer à écrire l'histoire de l'éducation spécialisée et la transmettre aux générations montantes du travail éducatif et social !

Nos activités à Lille, Strasbourg, Paris, Marseille, et surtout à Angers nous ont permis d'atteindre partiellement ces objectifs. Nos rencontres d'anciens, la joie des jeunes à les entendre, nos échanges avec des historiens, étudiants et chercheurs témoignent de notre ouverture et de nos appels au terrain, offrant aux actuels acteurs les richesses d'un patrimoine se faisant et à explorer.

Ce travail de mémoire a pourtant eu du mal à se mettre en route. Nous le voulions continu, proche du vécu, collectif et critique, ce qui demandait du temps, de la méthode, de l'assiduité. Heureusement, notre séminaire au CAMT de Roubaix fut une belle réussite. Nous savons maintenant qu'un travail de mémoire est possible entre professionnels, tout en le situant dans celui d'historiens chevronnés. Serait-ce un nouveau départ après nos riches rencontres régionales ou nationales des dix années précédentes ? Archiver, rassembler et valoriser toujours, mais compléter par la restitution permanente du travail de mémoire...tels restent nos objectifs. A nous de savoir les situer au sein des pratiques éducatives, et d'apprendre à y intéresser systématiquement chaque nouvelle génération d'éducateurs et d'éducatrices spécialisées.

Les animations régionales actuellement développées au CNAHES sont essentielles. La transmission intergénérationnelle recherchée trouverait son application sur les lieux mêmes de nos racines historiques ; par les régions, nous atteindrons certes les instituts de formation, mais aussi bien les établissements et services, qui sont – avec leurs acteurs de toutes générations – les lieux concrets des pratiques éducatives.

Nous n'avons pas avancé aussi vite que je l'aurais souhaité ; réflexion faite, c'est fort bien ainsi. Antoine Prost – historien réputé – reconnaît la légitimité de l'histoire écrite par ses acteurs du social, mais il ajoute judicieusement que « ... les historiens à la fois disponibles, motivés et compétents... ne sont pas très nombreux et mieux vaut ne pas attendre qu'ils s'impliquent dans cette histoire, si l'on ne veut pas en voir disparaître les traces et les acteurs »<sup>1</sup>.

Il faut du temps pour qu'une dynamique patrimoniale, dans le secteur aussi nouveau – en histoire – que celui de l'éducation spécialisée, puisse mobiliser les acteurs qui font l'histoire en la vivant, avant de pouvoir l'écrire. Nous sommes sur la bonne voie. Restons-y !

Les plus démunis et les sans parole de notre société sont au cœur de notre profession. L'Etat, en la reconnaissant « éducative » leur a fait une promesse. Ainsi a-t-il fait de nous – pour partie – leur porte-parole. Ne l'oublions pas !

Marc Ehrhard

*Loin de nous l'idée de vouloir déposséder les anciens de leurs archives et de leurs souvenirs. Il serait cependant souhaitable qu'ils nous fassent connaître ce qu'ils ont conservé et qui leur paraît communicable.*

1. CEDIAS - *Vie Sociale* : « Le social aux prises avec l'histoire. Mémoire et écritures collectives » N° 2/2004, pages 93 – 99, A. Prost : « Histoire du travail social et histoire de la société civile »

# Un récit de vie

*A la question "le CNAHES, c'est quoi ?", nous répondons habituellement en présentant ses statuts et ses activités. Mais c'est aussi, bien entendu, ceux qui l'ont fondé et animé et ceux qui prennent la suite. C'est avec toute leur histoire de vie qu'ils viennent, ce sont leurs biographies croisées, leurs rencontres, lointaines ou récentes qui font la chair du CNAHES. Evoquer la trajectoire de son président fondateur n'est-elle pas la meilleure façon d'entamer ce récit ?*

*Comme il ne saurait être question ici de raconter in extenso les 94 années d'une vie particulièrement riche, nous devons pour l'instant nous contenter d'extraits du travail biographique de Guy Dréano.*

ASSATHIANY Roland

*"Je ne me suis jamais trop pris au sérieux, ce qui m'a rendu la vie plus facile." R. A.*

Né le 2 septembre 1910 à Genève Suisse où ses parents se sont rencontrés et mariés.

La mère de Roland Assathiany, qui était ukrainienne et d'une famille aisée, y suivait alors des études de médecine, qu'elle arrêtera à sa venue. Son père, géorgien, s'y trouvait comme réfugié politique. Révolutionnaire menchevik (socio-démocrate) il avait été déporté au Turkestan après la révolution échouée de 1905. Il avait réussi à s'échapper dans des conditions incroyables et rejoindre d'autres indésirables dont Lénine et Trotsky.

Très jeune, Roland Assathiany est confronté aux absences de ses parents: sa mère doit retourner en Ukraine en 1914 pour soigner son père malade ; quant à son mari, militant très actif, il retourne en Géorgie dès 1917 pour participer à l'organisation de son pays. Plusieurs missions lui seront successivement confiées, d'abord en Ukraine, puis à Bucarest, puis finalement en France où il s'installera définitivement en 1919 après la conférence de la paix et la suprématie bolchevik.

En revanche, Roland Assathiany va bénéficier pendant toute son enfance et son adolescence de la présence continue d'une demoiselle Chomé. Désireuse de se rendre utile auprès des familles de réfugiés, celle-ci dont Roland parle comme d'une grand-mère, va être pour lui providentielle. Elle a cinquante cinq ans et lui un an quand elle entre dans sa famille qu'elle ne quittera plus. C'est ainsi qu'elle va l'accompagner en suivant ses déplacements : Genève, Annecy, Neuilly, Bonn en Allemagne, Neuilly, Cachan où monsieur Assathiany père, d'abord diplomate pour l'ex-état de Géorgie, sera à partir de 1935, suite aux accords franco-soviétiques qui y mettent fin, le représentant de la colonie des réfugiés géorgiens en France. Protestante d'origine belge, amie du pasteur Merle d'Aubigné qu'elle lui fera connaître, quand elle le retrouvera à Neuilly, mademoiselle Chomé, semble avoir marqué très profondément le cours de l'existence de Roland Assathiany, par le sens de ses valeurs : disponibilité attentive, sens de la justice, ouverture de pensée, tolérance et sens de l'humain. Faisant peu à peu partie de la famille, elle y restera jusqu'à sa mort en 1940.

Entre temps, la famille s'est agrandie et Roland Assathiany a deux soeurs avec un écart de onze, puis de dix sept ans avec lui.

*Nous passons sur ses années de formation scolaire et universitaire, qui se concluent par l'obtention d'une licence en droit à la Sorbonne en 1932.*

La « période active »

A cette date, 1932, Roland Assathiany a déjà un grand intérêt et un engagement prononcé pour les questions sociales et humanitaires. ... Très longtemps actif dans le scoutisme unioniste (protestant) où, à l'exemple du pasteur Jousset qu'il a eu en 1926 comme chef de troupe, il a lui aussi pris des responsabilités et est devenu instructeur.

... Toujours très attaché à cette communauté de camaraderie, où les gestes accompagnent la pensée, Roland Assathiany investit peu à peu d'autres groupements, où pensée et action s'associent, mais avec d'autres modalités. C'est ainsi, entre autres, car Roland Assathiany compagne de nombreux groupes, qu'il est proche du mouvement quaker, mouvement très utilement subversif et d'une honnêteté rigoureuse ; du Claj, mouvement laïc des auberges de jeunesse, organisations avec lesquelles et d'autres il participera à plusieurs chantiers internationaux de la jeunesse ; tous mouvements, qui bien que d'inspiration parfois assez différente, sont tous attachés à des valeurs voisines, le soutien et la promotion des personnes. Lui même est, depuis 1929, responsable du cercle international de la jeunesse, (rue Guy de la Brosse à Paris), pour l'accueil d'étudiants étrangers, provenant notamment des pays d'Orient et d'extrême orient. Sous cet emblème, où se retrouvent de nombreux mouvements, il anime un cycle de conférences, de 1931 à 1932, sur les thèmes : des droits de l'homme, de l'oppression des minorités, de la non violence, de la condition des prisonniers, des réfugiés ...; conférences qui préfigurent celles "du Méridien", qu'animera plus tard Henri Joubrel, où comme lui il parviendra à faire venir des personnalités de tout premier plan et notamment Gandhi. Sauf l'interruption de 1939 à 1945, il gardera cette responsabilité jusqu'en 1950.

Depuis longtemps tracé, son sillon, on le voit, se creuse et se précise dans le sens de l'action sociale, de même que commencent à s'édifier les bases du réseau, qu'il va continuer d'élargir.

Bien que Roland Assathiany n'ait jamais cessé ses activités après sa retraite, on peut néanmoins distinguer dans sa biographie deux périodes principales, l'une et l'autre centrées sur les problèmes à caractère humanitaires et sociaux, mélanges d'activités professionnelles et bénévoles : la première que l'on dira du secteur privé de 1932 à 1942, l'autre du secteur public à partir de 1943.

Secteur privé

1932- 1935, Roland Assathiany fait fonction d'assistant de service social auprès du tribunal pour enfants de la Seine, rue du Pot de fer, future association Olga Spitzer, service pour lequel il effectue les enquêtes que commencent à réclamer les juges pour enfant. C'est au cours de cette activité que Roland Assathiany, souvent cité comme le premier assistant de service social, complète sa formation juridique par les stages pratiques, alors prévus pour la formation des AS.

1935-1936 - Roland Assathiany demande à faire son service militaire (sursitaire apatriote). La proposition lui est faite alors de demander la nationalité française ; son père n'y étant pas favorable il ne donne pas suite.

1936- 1937 - Libéré, et toujours proche des quakers, Roland Assathiany, va profiter de l'opportunité d'une bourse pour passer une année à l'université quaker de Birmingham pour perfectionner son anglais.

1937- 1938 A son retour Roland Assathiany est nommé délégué à la propagande pour l'enfance coupable, par l'association du même nom, dont la revue "L'enfance coupable" deviendra plus tard "Rééducation". Peu lucrative, mais il habite toujours chez ses parents, cette mission lui plaît. Elle va lui donner l'occasion de circuler à travers la France pour faire des conférences et sensibiliser l'opinion sur la condition de l'enfance délinquante. "Je ne savais pas

grand chose sur cette question mais ceux qui m'écoutaient encore moins...., ça avait l'air de les intéresser".

1938-1939 - Il collabore avec un service chargé de l'implantation des réfugiés espagnols dans l'économie française (Comité français pour l'intégration des réfugiés espagnols) au côté de Claude Bourdet, futur héros de la résistance.

14 juillet 1939 - Roland Assathiany ayant finalement demandé la nationalité française, il l'obtient très rapidement et sans aucune difficulté.

1939-1942 - Mobilisé, Roland Assathiany est alors autorisé à faire le peloton des élèves officiers de réserve puisque français.

Prisonnier en juin 1940, il reste deux années en Autriche ; il sera libéré en 1942 pour mauvais état de santé. Sa connaissance de l'allemand et sa position d'aspirant lui permettra durant cette période de jouer un rôle d'interprète et d'assurer quelques services pour ses camarades du camp, dont un, Bernard Blier, commençait à se faire connaître.

1942 -1943 - Roland Assathiany retourne rue du Pot de fer.

#### Secteur public

Fin 1943, un ami d'un ami lui dit "au commissariat général à la famille rue de Tilsit, on recherche des gens ayant une compétence enfance inadaptée". Recruté par Péraud (qui deviendra plus tard inspecteur général), il est nommé délégué régional adjoint à Lille. "M'y rendant, j'y rencontrais pour la première fois Deligny qui était déjà sur place. Il avait été également candidat ; mais finalement il me dit que ça ne l'intéressait plus."

Durant les deux années où il reste à Lille, Roland Assathiany est en contact fréquent avec mademoiselle Liévoix du Commissariat à la famille, le commissaire Péan de l'Armée du salut (il venait d'obtenir la fermeture du bain de Cayenne), Boucharin ancien délégué de la Société des Nations... et surtout le juge Chazal avec qui il va lier une durable et grande amitié.

En 1945, Roland Assathiany est nommé à Paris comme inspecteur à la population, chargé plus particulièrement des questions touchant l'enfance inadaptée, les étrangers et réfugiés, les nord africains.

1946-1947 - Après une année qu'il partage entre la rue de Tilsit et l'avenue de l'Opéra, alors lieux de ses services, Roland Assathiany demande un congé d'une année pour assurer la direction, soudainement vacante, du Chalet international des étudiants de Combloux, destiné aux étudiants victimes de la guerre (déportés, prisonniers, etc.). Nouvelle expérience très riche, elle va lui donner l'occasion d'y rencontrer quelques personnalités futures de premier plan et notamment P. et M. J. Chombart de Lauwe qui se rencontrèrent là. Peut être y a-t-il aussi, cerné là et de l'intérieur les difficultés de gestion d'un établissement.

1947, retour à l'administration qu'il ne quittera plus jusqu'à sa retraite en 1976, y assurant des fonctions toujours très voisines et en rapport avec ses intérêts de départ. Fonctionnaire assez atypique, puisque désirant rester à Paris il ne demandera jamais à participer au mouvement. Il sera néanmoins assez rapidement nommé directeur adjoint des Affaires Sanitaires et Sociales, puis finalement directeur en 1975. Si ce parti pris a pu être un obstacle à sa carrière, en revanche il lui a permis de poursuivre ce travail de connaissance de longue date engagé auprès des différentes structures associatives parisiennes, ainsi qu'à leurs organisations nationales, dont ils sera très tôt et constamment participant et partenaire, "interface" précieux entre la puissance publique et le monde associatif. Proche de la centrale (ministère) il en aura l'oreille.

Il est difficile de dénombrer les associations ou écoles et instituts, existants ou disparus, du secteur social, dont il fut ou est encore administrateur ou président ; ou bien encore assistant

permanent, sa position de tutelle, puis de contrôle lui interdisant d'y être administrateur.

Citons tout de même l'UNAR (Union nationale des associations régionales), matrice de l'enfance inadaptée, où son influence fut quelques années importante. Secrétaire général à partir de 1958, il y côtoya notamment LeGuillant, pour qui il garde une grande estime. Ses sentiments semblent plus partagés à l'égard "des coteries" médicales provinciales, souvent peu laïques, dimension qu'il s'appliquait à préserver dans cette instance. C'est en partie pour ces raisons et les conflits trop nombreux de territoire qui s'y jouaient, sans rapport avec la cause à promouvoir, qu'il démissionnera. Roland Assathiany conservera en revanche des responsabilités à l'association régionale de Paris dont il sera longtemps vice président. A sa transformation en CREAM, il en deviendra administrateur comme personne compétente désignée par la Drass.

Egalement proche des éducateurs, c'est à dire "l'autre camp", il fut très tôt adhérent et participant régulier de l'ANEJI (Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés) dont il fut nommé membre d'honneur.

Très fidèle à l'enfance inadaptée et au monde de l'éducation spécialisée, Roland Assathiany conserve aussi son intérêt pour d'autres causes. C'est ainsi que de 1952 à 1956 il est secrétaire de la section française de "Fraternité mondiale" pour laquelle il organise différents débats avec notamment Sauvy, Tibor Mende, Beuve-Mery, Duveau, etc.

Une note biographique ne permet pas de refléter les relations et mises en relation dont Roland Assathiany a occupé son existence. Très nombreux sont parmi ceux (personnes, équipes ou mouvements) qui ont fait l'histoire du secteur, qui, à un moment ou l'autre de leur carrière, l'ont trouvé sur leur chemin. Pour chacun il y aurait matière à une note particulière : Plaquevent, Deligny, Ardouvin, Amado, Ferrand...

Toujours plus attentif à l'esprit des choses qu'au respect absolu de la lettre, homme d'écoute, de compréhension, de conciliation, d'ouverture, il l'est aussi de rigueur quand certains principes ne sont pas respectés.

Si ses conseils furent et sont toujours appréciés, on savait et l'on sait encore le poids de ses avis ; avis, on peut le croire, "qu'il ne prenait qu'après s'être longuement et diversement informé et être certain d'avoir compris."

Marié en 1945, son épouse qu'il connaît pendant son séjour à Lille, est inspectrice du travail. Ils auront trois fils, aujourd'hui : pédiatre, éditeur installé au Canada et un humaniste, permanent d'un mouvement pour « La culture et la liberté ». Elle même très engagée dans le travail social, Thérèse Assathiany décède en 1969.

Remarié en 1971, sa nouvelle compagne est elle aussi très engagée dans le service social. Après des études complémentaires aux Etats Unis elle fait partie de ceux qui introduisent en France le travail communautaire et participe au développement des centres sociaux. Comme Roland Assathiany elle s'intéresse à l'action internationale d'aide aux migrants. Membre du Comité français d'action sociale, elle est administratrice d'instituts de formation et d'une résidence sociale. Retraitée, elle avait comme Roland Assathiany gardé de nombreuses activités ; notamment à l'Etsup (Institut supérieur du travail social) ainsi que la responsabilité d'un journal sur la politique sociale européenne. Marie Assathiany est décédée brutalement en Juin 1999.

Roland Assathiany à nouveau seul, n'est pourtant pas isolé car il a tissé un impressionnant réseau d'amis et notamment celui du Cnahes, dont il est l'un des instigateurs et le président d'honneur.

*La suite et fin de l'article de Paul Charonnat "Derrière le cloître, la vie au quotidien : le Bon Pasteur de Saint-Omer de 1845 à 1968" paraîtra dans le prochain numéro de La Lettre. Nous prions l'auteur et les lecteurs de nous en excuser.*